

027 Avis d'Appel d'Offres National Ouvert
N° /AAONO/MINTP/CIPM-TCRI/2026 du **30 MARS 2026**
en procédure d'urgence pour l'exécution des travaux de
construction de certains ouvrages d'art dans les Régions du
Centre et de l'Extrême-Nord.
**Financement : Budget d'Investissement Public du MINTP,
Exercices 2026, 2027 et 2028.**

Le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte de l'État du Cameroun, un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour l'exécution des travaux de construction de certains ouvrages d'art dans les Régions du Centre et de l'Extrême-Nord.

1. Objet de l'Appel d'Offres

L'objet de l'Appel d'Offres porte sur l'exécution des travaux de construction de certains ouvrages d'art dans les Régions du Centre et de l'Extrême-Nord.

2. Consistance des travaux

Les travaux comprennent notamment :

- Dégagement et préparation de terrain ;
- Terrassements ;
- Enrochement ;
- Étude d'exécution ;
- Études complémentaires ;
- Béton de propreté ;
- Béton B30 ;
- Armatures ;
- Coffrage ;
- Construction des culées et des piles en béton armé ;
- Mise en œuvre de la dalle et poutres ;
- Muret de sécurité ;
- Signalisation et équipement ;
- Maintien de la circulation.

3. Allotissement

Les travaux sont en deux (02) lots ci-après

N° de lots	Régions	Désignation	Portées (ml)	Délais d'exécution (mois)	Coûts prévisionnels (TTC) en Fcfa	Type de travaux
1	CE	Construction de cinq (05) ponts avec aménagements des voies d'accès sur les rivières Akongo, (10 ml), Zomseu (6 ml), Messessamba (6 ml), Biniga (10 ml) et Lokoundjé (12 ml) sur la route Tiga - Mbeng - Nkoulgui - Abang - Akongo	44	12	400 000 000	Construction d'un ouvrage d'art

2	EN	Construction des ouvrages hydrauliques (dalot nonuple en béton armé sur la rivière Mayo Dzavikda Woudahai de portée 50ml), (dalot double en béton armé sur la rivière Mayo Ldembele de portée 7ml) du tronçon de route Dzavikda-Village Ldembele dans la commune de Mokolo, Département du Mayo-Tsanaga	57	12	350 000 000
Total					750 000 000

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **Sept Cent Cinquante Millions (750 000 000) Fcfa** réparties en deux lots comme présentés ci-dessus.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres se présente comme suit :

N° de lots	Délais d'exécution (mois)
1	12
2	12

Chaque délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à égalité de conditions à toutes les entreprises ou groupement d'entreprises de droits camerounais de Catégories A, B et C.

7. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le Budget d'Investissement Public du MINTP, Exercices 2026, 2027 et 2028.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est « **Exclusivement en ligne.** » autrement dit il n'est pas possible de soumissionner hors ligne pour cet Appel d'Offres.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des Finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à :

N° de lots	Montant de la caution en FCFA
1	1 000 000
2	875 000

Cette caution est valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministre chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de

l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège abritant les Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi, Tél. : 222 229 234.

Il peut également être consulté **en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>** sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue dans les services du Maître d'Ouvrage, notamment à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège abritant les Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi, Tél. : 222 229 234 dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de **cent cinquante mille (150 000) Francs CFA** au titre des frais d'achat de dossier dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Présentation des offres

Les tailles maximales des volumes cités précédemment (Volume 1, Volume 2 et Volume 3) ou fichiers qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif (Volume 1) ;
- 15 MO pour l'Offre Technique (Volume 2) ;
- 5 MO pour l'Offre Financière (Volume 3).

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS ou toute autre moyen de communication électronique officiel à préciser par le maître d'ouvrage au plus tard le **30 AVR 2026** à **11 heures**. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible accompagné de l'originale de la caution de la CDEC.

027

« Avis d'Appel d'Offres National Ouvert » N° / AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2026 du / **30 MARS 2026**

en procédure d'urgence pour l'exécution des travaux de construction de certains ouvrages d'art dans les Régions du Centre et de l'Extrême-Nord. Financement : Budget d'Investissements Publics, Exercices 2026, 2027 et 2028.

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

NB : Les soumissionnaires devront déposer dans le même délai à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi, au lieu dit Centre Administratif, porte 4/36, en plus

de la copie de sauvegarde, une copie du récépissé de dépôt des offres sur la plateforme COLEPS.

14. Recevabilité des plis

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt des offres seront irrecevables. Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission timbrée établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par une banque ou compagnie d'assurance agréée et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, cette date limite de validité des pièces administratives doit être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres.

15. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le **30 AVR 2026** à 12 heures précises dans la salle de réunion de la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures auprès du Ministère des Travaux Publics, sise à l'immeuble siège abritant les Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi, Tél. : 222 229 234.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

16. Critères d'évaluation

16.1 Critères éliminatoires

A- Pièces Administratives

- Absence de l'original du cautionnement provisoire à l'ouverture des plis ;
- Non-production au-delà du délai de 48h d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
- Absence d'une Pré-convention de Partenariat signée avec la Commune du ressort des travaux pour le recrutement de la main-d'œuvre locale HIMO.

N.B : À défaut de la convention au stade de la soumission, une déclaration sur l'honneur engageant le soumissionnaire à signer ladite convention avant le démarrage des travaux est acceptée.

B- Offre technique :

- Absence de la déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies par le MINMAP ;
- Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales ;
- Absence d'une capacité de financement (Ligne de crédit disponible) délivrée par une banque de premier ordre agréé par le Ministre en charge des Finances au Cameroun d'au moins :

N° de lot	capacité de financement
1	135 000 000
2	120 000 000

- Absence d'un conducteur des Travaux remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO à savoir :
 - **Formation de base** : Ingénieur en Génie Civil, niveau BAC+3 ou plus ou équivalent et inscrit à l'Ordre National des Ingénieurs du Génie Civil (ONIGC).
 - **Expérience générale en BTP** : Au moins dix (10) ans.
 - **Expérience spécifique** : avoir été Conducteur des Travaux d'au moins Deux (02) projets dans le domaine de construction, d'entretien ou de réhabilitation d'ouvrage d'art ou de travaux des routes avec ouvrages d'art,
- N'avoir pas satisfait 2/3 des critères essentiels avec obligatoirement le critère matériel ;
- N'avoir pas satisfait au minimum de matériel en propre requis :
 - 01 Bétonnière (3500 litres) ;
 - 01 camion benne (10m3);
 - 01 compacteur à rouleau vibrant ;
 - 01 aiguille vibrante ;
 - 01 pick-up ;
 - 01 Moto pompe ;
 - 01 Groupe électrogène (32 kw).
- Absence de l'attestation de visite des lieux datée, cachetée et signée sur l'honneur par le soumissionnaire ;
- Absence de références remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO.

C- Offre financière

- a) Sous-détails de prix unitaires non conformes au modèle de l'offre ;
- b) Offre financière incomplète pour absence du détail quantitatif et estimatif (DQE);
- c) Bordereau de prix unitaires non conformes au modèle fourni dans le présent dossier d'appel d'offres ;
- d) Absence dans l'offre financière d'un prix quantifié ;
- e) Absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE et le SDP).

D- Absence de la copie de sauvegarde ou non-respect du format de fichier des offres pour une soumission en ligne ;

E- Fausse déclaration, documents falsifiés ou non authentique, manœuvres frauduleuses.

F- L'utilisation du certificat COLEPS d'une autre entreprise pour soumissionner.

16.2 . Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite sur la base des critères essentiels ci-dessous

- Le personnel d'encadrement (**12 sous-critères**) ;
- Matériels (**10 sous-critères**) ;
- Preuves d'acceptation des clauses du marché (**02 sous-critères**).

NB : L'utilisation d'un agent public sans justificatif de sa libération de la fonction publique ne sera pas évaluée.

17. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante. Un candidat ne peut être attributaire de plus d'un lot.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables consulté à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège abritant les Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi, Tél. : 222 229 234, à la Division des Ouvrages d'Art, Tél. : 222 23 12 56 au Ministère des Travaux Publics ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

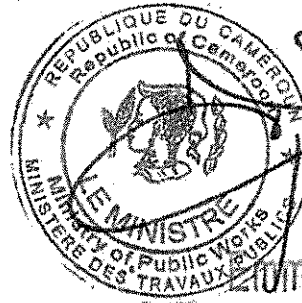
20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48 ou le Ministère des Travaux Publics au numéro 88 00 20 42.

Yaoundé, le 30 MARS 2026

Copies :

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) ;
- ARMP ;
- MINTP ;
- Président CIPM-TERI ;
- Affichage chrono.



Manuel NGANOU D.



027 Open National Call for Tenders
No. **AAONO/MINTP/CIPM-TCRI/2026 OF 30 MARS 2026**

**in emergency procedure for the execution of works to
construct certain engineering structures in the Centre and
Far-North regions.**

**Financing: MINTP Public Investment Budget, 2026, 2027 and
2028 Financial Years.**

The Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues, on behalf of the Republic of Cameroon, an Open National Call for Tenders, in emergency procedure for the execution of works to construct certain engineering structures in the Centre and Far-North regions.

1. Subject of the Call for Tenders

The purpose of this Call for Tenders is to carry out works to construct certain engineering structures in the Centre and Far-North regions.

2. Scope of Works

The works shall include:

- Clearing and site preparation;
- Earthworks;
- Rockfill;
- Execution studies;
- Additional studies;
- Blinding concrete
- B30 concrete;
- Reinforcement:
- Formwork;
- Construction of reinforced concrete abutments and piers;
- Installation of slabs and beams;
- Safety wall;
- Road signs and equipment;
- Traffic maintenance.

3. Allotment

The works shall be tendered for in two (2) lots:

No.: Lots	Regions	Description	Scope (LM)	Execution time frame (month)	Estimated amount including tax in CFAF	Description works
1	CE	Construction of five (5) bridges over the Akongo (10 LM), Zomseu (6 LM), Messessamba (6 LM), Biniga (10 LM) and Lokoundjé (12 LM) rivers, with access road developments, along the Tiga - Mbeng - Nkoulgui - Abang - Akongo road	44	12	400,000,000	Construction of engineering structures

2	EN	Construction of hydraulic structures (a 50 LM nonuple reinforced concrete box culvert over the Mayo Dzavikda Woudahai River), (a 7 LM double reinforced concrete box culvert over the Mayo Ldembele River) along the Dzavikda-Village Ldembele road section in the Mokolo Council, Mayo-Tsanaga Division.	57	12	350,000,000	
Total					750,000,000	

4. Estimated Cost

The estimated cost of the operation following preliminary studies is **seven hundred and fifty million (750,000,000) CFA francs**, divided into two lots as presented above.

5. Estimated Execution Time Frame

The maximum time frame set by the Project Owner for the execution of works under this Call for Tenders is as follows:

No. of lots	Execution time frame (months)
1	12
2	12

Each time frame shall take effect from the date of notification of the Service Order to start work

6. Eligibility

Participation in this Call for Tenders shall be opened on equal conditions to all companies or consortia of companies governed by Cameroonian law in Categories A, B and C.

7. Financing

Works under this Call for Tenders shall be financed by MINTP Public Investment Budget, Financial years 2026, 2027 and 2028.

8. Bidding Method

The bidding method chosen for this consultation is "**Exclusively online**". In other words, physical tender submission shall not be applicable under this Call for Tenders.

9. Bid Bond

Each tenderer must enclose with their administrative documents a hand-paid bid bond issued by a body or financial institution authorised, by the Minister in charge of Finance to issue bonds in the field of public contracts. The list of such institutions is available in Document 14 of the Tender Documents, whose amount shall be as follows:

No. of lots	Amount of the bid bond in CFAF
1	1,000,000
2	875,000

The bid bond shall be valid for up to thirty (30) days beyond the initial tender validity date. The absence of a bid bond issued by a first-class bank or first-rate financial institution authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds as part of public contracts shall result in the outright rejection of the tender. A bid bond provided but having no connection with the consultation in question shall be deemed to be absent. A bid bond presented by a tenderer during the tender opening session shall be rejected.

10. Consultation of Tender Documents

The hard copy of the tender document may be consulted for free during working hours at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor, Block A of the headquarters building hosting the Central Services of the Ministry of Public Works, at Etoudi, Tel.: 222 229 234.

It may also be consulted online on the COLEPS platform at the following addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the PCRA website (www.armp.cm) or by any other electronic communication means indicated by the Project Owner.

11. Acquisition of Tender Documents

The hard copy of the tender documents may be obtained during working hours at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of the headquarters building hosting the central services of the Ministry of Public Works, at Etoudi, Tel.: 222 229 234, as soon as this Call for Tenders is published, upon presentation of the receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of **one hundred and fifty thousand (150,000) CFA francs**, representing the cost of the file.

It is also possible to obtain the soft copy of Tender Documents by free download at the addresses indicated above. However, physical and online tendering is subject to the payment of the Tender Documents purchase fee.

12. Presentation of Tenders

The maximum sizes of above-mentioned documents (Volume 1, Volume 2 and Volume 3) that will transit on the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for Administrative Documents (Volume 1);
- 15 MB for the Technical Offer (Volume 2);
- 5 MB for the Financial Offer (Volume 3).

Accepted formats include:

- PDF format for texts;
- JPEG for pictures.

Candidates shall make sure that a compression software is used to reduce the size of the files to be forwarded.

13. Submission of Bids

Bids must be submitted by the bidder via the COLEPS platform or any other official electronic communication means specified by the Project Owner, no later than 30 AVR 2026 at **11 a.m.** A backup copy of the bid saved in a USB drive must be submitted in a sealed envelope, clearly and legibly labelled "backup copy", marked with the original CDEC bond.

027 Open National Call for Tenders 30 MARS 2026
No. -----/AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2026 of -----/-----/-----

in emergency procedure for the execution of works to construct certain engineering structures in the Centre and Far-North regions. Financing: Public Investment Budget, 2026, 2027 and 2028 Financial Years.

"To be opened only at the bid opening session."

Note: A copy of the receipt of submission of tenders on the COLEPS platform must be submitted, within the same time frame, at the Department of Contracts (Tenders Unit), situated on the 4th floor, Block A of the headquarters building of the Ministry of Public Works, located at Etoudi in the Administrative Centre neighbourhood, Room 4/36, in addition to the backup copy.

14. Bid Admissibility

Tenders received after the submission deadline shall be rejected. Any bid not complying with the requirements of this Call for Tenders and the Tender Documents shall be rejected. This is particularly relevant in the absence of the stamped bid

bond established in keeping with the model indicated in the Tender Documents and issued by a bank or an insurance company authorised to issue bonds within the framework of Public Contracts, which shall be valid for thirty (30) days, with effect from the expiry of the tender validity.

Tenderers shall submit only the originals or certified true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, in accordance with the requirements of the Special Tenders Regulation, otherwise they will be rejected.

These administrative documents shall be valid for three (3) months and the validity deadline shall not expire before the Call for Tenders launching date.

15. Opening of Tenders

The tenders shall be opened at once on 30 AVR 2026 at noon in the meeting room of MINTP's Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation Works located in the headquarters building hosting the central services of the Ministry of Public Works at Etoudi, Tel.: 222 229 234.

Only tenderers may attend the opening session or be represented there by a duly mandated person of their choice, even in the case of consortium.

Lest they be rejected, shall be submitted the originals or true copies of the relevant administrative documents or true copies certified by the issuing service or an administrative authority, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation. They must be less than three (3) months old or must have been established after the date of signature of the Call for Tenders.

In the event of absence or non-compliance of any document in the administrative file during the bid opening session, after a period of 48 hours granted by the Tenders Board, the bid will be rejected.

16. Evaluation Criteria

16.1 Eliminary Criteria

A- Administrative documents

- Absence of the original provisional guarantee at the opening of tenders;
- Failure to submit, after the 48-hour extension, a document deemed non-compliant or missing in the administrative file at the opening of the bids (with the exception of the bid bond);
- Absence of a preliminary partnership agreement signed with the Council concerned for the recruitment of local HIMO labour.

N.B: In the absence of an agreement at the tender stage, a formal declaration committing the tenderer to sign the agreement before the start of works is accepted.

B- Technical proposal:

- Absence of formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and that he is not on the list of failing companies drawn up by the Ministry of Public Contracts;
- Absence of the dated and signed integrity charter;
- Absence of the declaration of commitment to respect environmental and social clauses;
- Absence of a financing capacity (available credit line) issued by a first class bank approved by the Minister in charge of Finance, of at least:

Lot No.	Financing capacity
1	135,000,000
2	120,000,000

- Absence of a Works Supervisor meeting the specific qualification and experience requirements under the Special Tenders Regulation, including:
 - **Basic training:** Civil Engineer, with at least a Bachelor's degree (GCE A-L+3) or equivalent, and enrolled into the National Order of Civil Engineers (NOCE).
 - **General experience in Building and Public Works:** At least ten (10) years.
 - **Specific experience:** must have served as Works Supervisor on at least two (2)

projects in the field of construction, maintenance, or rehabilitation of engineering structures, or roadworks involving engineering structures,

- Failure to meet 2/3 essential criteria, including the equipment criterion.
- Failure to meet the minimum in-house equipment requirement:
 - One (1) Concrete mixer (3,500 litres);
 - One (1) dump truck (10m³);
 - One (1) vibratory roller;
 - One (1) poker vibrator;
 - One (1) pick up vehicle;
 - One (1) motor-pump;
 - One (1) generator (32 kw).
- Absence of the dated and stamped attestation of site visit, formally signed by the tenderer;
- Absence of references meeting the specific qualification and experience requirements under the special Tenders Regulation (RPAO).

C- Financial offer

- a) Breakdown of unit prices compliant with the model in the Tender documents;
- b) Incomplete financial offer due to absence of a Bill of Quantity (BOQ);
- c) Unit Price Schedule not complying with the model provided in these tender documents;
- d) absence of a quantified unit price in the financial offer;
- e) Absence of an element of the financial offer (bid, Unit Price Schedule, Bill of Quantities).

D- Absence of a back-up copy or failure to comply with the file format for bids submitted online;

E- False declaration, forged or unauthentic documents, fraud.

F- Use of another company's COLEPS certificate for bidding.

16.2 . Essential Criteria

The technical bids shall be evaluated as per the following essential criteria:

- Supervisory staff(12 sub-criteria);
- Equipment (10 sub-criteria);
- Proof of acceptance of the contract terms (2 sub-criteria).

Note: The presence of any State's employee without documents justifying their availability shall not be assessed.

17. Contract Award

The Project Owner shall award the contract to the **lowest bidder** meeting the required technical and financial qualification criteria. Any bidder shall not be awarded more than one lot.

18. Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days with effect from the initial tender submission deadline.

19. Additional Information

Additional information may be obtained during office hours from the Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor, Block A of the headquarters building hosting the central services of the Ministry of Public Works, at Etoudi, Tel.: 222 229 234, at the Division of Engineering Structures, Tel.: 222 23 12 56 in the Ministry of Public Works or online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic communication means indicated by the Project Owner.

20. **Fight Against Corruption and Malpractice**

To report corrupt practices, facts or acts, or any other malpractice, please contact CONAC, by dialling 1517, or the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) on: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48 or the Ministry of Public Contracts via the number 88 00 20 42.

Yaounde, 30 MARS 2026

Copies:

- The Ministry of Public Contracts (MINMAP);
- PCRA;
- MINTP;
- Chairperson of CIPM-TERI;
- Notice board/Chrono.



Emmanuel NGANOU D.